

ISABELLE TAGLIAFICO  
EXPERT COMPTABLE  
COMMISSAIRE AUX COMPTES  
PRES LA COUR D'APPEL D'AIX EN PROVENCE

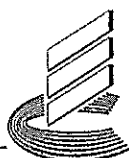
# INSTITUT POUR LA PRESERVATION DU PATRIMOINE

Fonds de dotation régi par les articles 140 et 141 de la loi du 4 AOUT 2008  
Siège social : l'ANTOUAS-04200 VAUMEILH

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 DECEMBRE 2024

IS



Aux Conseil d'Administration de l'*INSTITUT POUR LA PRESERVATION DU PATRIMOINE*,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'*INSTITUT POUR LA PRESERVATION DU PATRIMOINE* relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les opérations de trésorerie et l'évaluation des créances clients.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.  
Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques.**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre bureau.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

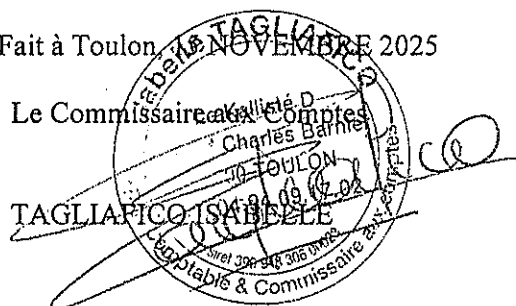
- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle .

Fait à Toulon le 15 NOVEMBRE 2025

Le Commissaire aux Comptes

TAGLIAPICO ISABELLE





## Bilan Actif

INSTITUT PROTECTION DU PATRIMOINE

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1) 31/12/2023
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>TOTAL Immobilisations incorporelles :</b>				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	188 392		188 392	
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Autres immobilisations corporelles	313		313	
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<b>TOTAL Immobilisations corporelles :</b>	188 706		188 706	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>TOTAL Immobilisations financières :</b>				
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>	188 706		188 706	
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
<b>TOTAL stocks et en-cours :</b>				
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	13 193		13 193	
Autres créances				
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>TOTAL créances :</b>	13 193		13 193	
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	320 000		320 000	500
Disponibilités	402 931		402 931	272
Charges constatées d'avance				
<b>TOTAL disponibilités et divers :</b>	722 931		722 931	772
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	736 124		736 124	772
Frais d'émission d'emprunts à évaluer				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	924 829		924 829	772

# Bilan Passif

INSTITUT PROTECTION DU PATRIMOINE

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Devise d'édition

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1) 31/12/2023
<b>SITUATION NETTE</b>		
Capital social ou individuel dont versé		
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	772 805	611 412
Résultat de l'exercice	152 025	161 393
<b>TOTAL situation nette :</b>	<b>924 829</b>	<b>772 805</b>
<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>924 829</b>	<b>772 805</b>
<b>Autres fonds propres</b>		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
<b>Provisions pour risques et charges</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
<b>DETTES FINANCIÈRES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
<b>TOTAL dettes financières :</b>		
<b>AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS</b>		
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
<b>TOTAL dettes diverses :</b>		
<b>PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>		
<b>DETTES</b>		
<b>Ecart de conversion passif</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>924 829</b>	<b>772 805</b>

# Compte de Résultat (Première Partie)

INSTITUT PROTECTION DU PATRIMOINE

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Devise d'édition

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1) 31/12/2023
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services				
<b>Chiffres d'affaires nets</b>				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			130 000	160 000
Autres produits			130 000	160 000
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
<b>CHARGES EXTERNES</b>				
Achats de marchandises (et droits de douane)				
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			6 303	7
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			6 303	7
Autres achats et charges externes				
<b>TOTAL charges externes :</b>				
<b>IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS</b>				
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>				
Salaires et traitements				
Charges sociales				
<b>TOTAL charges de personnel :</b>				
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>				
Dotations aux amortissements sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL dotations d'exploitation :</b>				
<b>AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			6 303	7
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>			123 697	169 993



Compte de Résultat (Seconde Partie)

INSTITUT PROTECTION DU PATRIMOINE

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Devise d'édition

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1) 31/12/2023
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	123 697	159 993
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	28 328	1 400
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	28 328	1 400
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
RÉSULTAT FINANCIER	28 328	1 400
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	152 025	161 393
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	158 328	161 400
TOTAL DES CHARGES	6 303	7
BÉNÉFICE OU PERTE	152 025	161 393

# **INSTITUT PROTECTION DU PATRIMOINE**

*Fonds de Dotation*

## **Annexe**

**Exercice  
Du 01/01/2024 au 31/12/2024**

*Montants en K€*

# S O M M A I R E

SOMMAIRE .....	2
1. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE .....	3
1.1 Evénements principaux de l'exercice.....	3
1.2 Principes, règles et méthodes comptables .....	3
1.3 Evénements postérieurs à la clôture .....	3
1.4 Dérogations, modifications aux principes et méthodes comptables.....	3
2. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN .....	3
2.1 Bilan actif.....	3
2.1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles - Mouvements principaux .....	3
2.1.2 Immobilisations corporelles - Amortissements pour dépréciation .....	3
2.1.3 Immobilisations financières – Mouvements principaux .....	3
2.1.4 Liste des filiales et participations (en K€). .....	4
2.1.5 Valeurs mobilières de placement.....	4
2.1.6 Actif circulant - Classement par échéance .....	4
2.1.7 Créances douteuses .....	4
2.1.8 Postes du bilan relatifs aux filiales et participations .....	4
2.2 Bilan passif.....	4
2.2.1 Capital.....	4
2.2.2 Provisions pour risques et charges.....	4
2.2.3 Dettes.....	4
3. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT .....	4
3.1 Montant du chiffre d'affaire en K€.....	4
3.2 Ventilation de l'effectif moyen .....	4
3.3 Honoraires de Commissariat aux Comptes .....	5
4. ENGAGEMENTS .....	5

## **1. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE**

---

### **1.1 Événements principaux de l'exercice**

---

Acquisition d'un bien immobilier en novembre 2024.

### **1.2 Principes, règles et méthodes comptables**

---

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général et modifié par le règlement 2016-07 de l'ANC.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

Continuité de l'exploitation,

Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### **1.3 Événements postérieurs à la clôture**

---

→ Néant

### **1.4 Dérogations, modifications aux principes et méthodes comptables**

---

→ Néant

## **2. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN**

---

### **2.1 Bilan actif**

---

#### **2.1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles - Mouvements principaux**

→ Néant

#### **2.1.2 Immobilisations corporelles - Amortissements pour dépréciation**

Les amortissements pour dépréciation seront calculés suivant le mode linéaire une fois les travaux réalisés.

#### **2.1.3 Immobilisations financières – Mouvements principaux**

→ Néant

#### **2.1.4 Liste des filiales et participations (en K€).**

→ Néant

#### **2.1.5 Valeurs mobilières de placement**

→ Néant

#### **2.1.6 Actif circulant - Classement par échéance**

Toutes les créances de l'actif circulant sont exigibles à un an au plus.  
Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### **2.1.7 Créances douteuses**

La politique du groupe ABO consiste à provisionner les créances clients échues depuis plus de 90 jours.

#### **2.1.8 Postes du bilan relatifs aux filiales et participations**

→ Néant

### **2.2 Bilan passif**

---

#### **2.2.1 Capital**

→ Néant

#### **2.2.2 Provisions pour risques et charges**

→ Néant

#### **2.2.3 Dettes**

→ Néant

## **3. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT**

---

### **3.1 Montant du chiffre d'affaires en K€**

---

→ Néant

### **3.2 Ventilation de l'effectif moyen**

---

→ Néant

### **3.3 Honoraires de Commissariat aux Comptes**

---

→ Néant

### **4. ENGAGEMENTS**

---

→ Néant